



Appel des 3^{ème} Assises du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion

Nous sommes 300 agent-e-s, venu-es de tous les services et de toute la France, à participer aux 3èmes Assises du ministère du travail. Après deux années de pandémie, après une réorganisation plus catastrophique encore que les précédentes, ces trois journées ont constitué une bouffée d'oxygène. Enfin de véritables discussions ont eu lieu sur notre travail, le sens que nous lui donnons, ce dont nous aurions besoin pour le réaliser, la ou les manières dont nous voudrions le changer, mais aussi sur les difficultés que nous rencontrons au quotidien. Ces discussions ont montré combien nous sommes attaché.es au service public, combien nous avons décidé de ne pas abandonner et de ne pas laisser se poursuivre la casse d'un droit du travail protecteur et de nos missions.

Nous voulons toujours et encore un ministère du travail accessible, un ministère répondant aux demandes et besoins des salarié.es avec ou sans statut, avec emploi ou sans emploi voire très éloigné.es de l'emploi, avec ou sans papiers, des besoins qui seraient définis par les premier.es concerné.es et leurs organisations syndicales et par les agent.es de terrain, un ministère où les garanties d'indépendance soient enfin respectées à l'inspection du travail, mais aussi instituées à l'emploi ; nous voulons, tant à l'emploi qu'à l'inspection du travail, des prérogatives renforcées que nos discussions ont permis de détailler.

Suite à nos échanges, notre constat est sans appel : il est urgent que ça change ! Nous n'en pouvons plus de ces situations de souffrance, de voir des collègues quitter le ministère, mettre en péril leur santé et parfois même leur vie. Leur OTE, leur politique du chiffre et leurs plans d'action, leurs projets de densifications immobilières, leur réduction sans fin des effectifs sont un fiasco et nous mettent en danger.

Nous ne sommes tout simplement plus en mesure d'assurer nos missions de service public et nos conditions de travail ne peuvent qu'être qualifiées de maltraitantes et même de harcèlement institutionnel. Cela doit cesser, maintenant. Nous ne sommes pas les seul-e-s agent-e-s publics, les seul-e-s salarié-e-s à ressentir ce ras-le-bol. La colère monte partout, face à une politique qui, dans la santé, l'éducation, les transports... sacrifie les intérêts élémentaires de la population pour de prétendus impératifs budgétaires, mais en réalité pour les profits de quelques-uns. Il n'y pas d'argent magique, sauf quand il s'agit de verser des milliards, sans aucun contrôle ni contrepartie.

Celles et ceux qui nous gouvernent persistent à vouloir casser nos retraites, nos services publics. Alors, plus que jamais, nous appelons toutes et tous nos collègues à participer aux manifestations, aux mouvements de grève interprofessionnels qui seront indispensables pour leur faire entendre que nous ne voulons plus de leur politique mortifère. Nous appelons également à poursuivre et amplifier toutes les résistances au quotidien (refuser ensemble les intérim structurels, lutter contre les projets de densifications immobilières, ignorer les objectifs chiffrés et les plans d'action inutiles pour les travailleur.se.s, faire usage collectivement de nos droits de retrait, si nécessaire...) qui permettent de préserver nos collectifs, nos conditions de travail, notre santé.

Un autre ministère est possible ! Nous en avons dessiné les contours, tout au long de ces 3 journées : des moyens matériels et humains à la hauteur des besoins bien sûr – à commencer par un plan massif de recrutement et d'ouverture de postes pérennes et correctement rémunérés – mais aussi des missions et des dispositifs qui retrouvent leur sens de défense des salarié-e-s et des emplois.

Commençons à le faire vivre sans attendre : développons les échanges entre collègues sans « ligne hiérarchique », inventons des outils – tel qu'un observatoire des atteintes à l'indépendance de l'inspection du travail ou tel qu'un contre guide de pratiques professionnelles – faisons front uni face aux pressions, mettons en place avec les organisations syndicales interprofessionnelles les actions de contrôle nécessaires à la défense des plus précaires...

Nos échanges nous ont permis de dégager des revendications précises sur chaque sujet que nous avons abordé. Un livre blanc sera élaboré dans les prochaines semaines.

Nous invitons à mettre partout en débat les réflexions et conclusions de ces 3èmes assises du ministère pour que se multiplient et se coordonnent des mobilisations, en défense de nos conditions de travail et de nos missions, en défense des travailleur.se.s, avec ou sans statut, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers. Nous appelons l'ensemble de nos collègues à rejoindre notre collectif pour mettre en œuvre concrètement toutes les idées qui ont fusé pendant nos échanges et nos décisions.

Les salarié.es en lutte qui sont venu.es à nos assises nous ont démontré combien ces luttes sont nécessaires partout et que ces batailles menées ensemble peuvent être victorieuses !